Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

SAINTE-ANNE - COMMUNE

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : cm21220 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 10/03/2020

Objet : délibération du conseil municipal en date du 21 février 2020

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 10/03/2020 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : ![CDATA[d_lib_rations conseil municipal en date du 21 f_vrier 2020.pdf]]

Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 971 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 971-219711280-20200310-cm21220-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 10/03/2020

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

SAINTE-ANNE
GUADELOUPE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

-=-

COMMUNE DE SAINTE ANNE

-=-

Numéro de la délibération
3ème *délibération*

-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2ÈME SESSION ORDINAIRE DU VENDREDI 21 FEVRIER 2020

Affectation du résultat de 2019

L'an deux mille vingt et le vingt-et-un du mois de février, à seize heures vingt-six minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
14 février 2020

Membres en exercice : 30

Etaient présents : M. Christian BAPTISTE, M. Aurélien ABAILLE, M. Lucien GALVANI, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Lydia COURIOL, M. Dunière AGLAS, Mme Sylvia LAPTES, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Eddie MIXTUR, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariette MANDRET épse PASSAVE, M. Fabrice DURO, Mme Marie-Anièce MANNE, Mme Marthe BOUCAUD, Mme Nicole BAZZOLI, M. Francs BAPTISTE, Mme Evelyne VACHER, M. Lucien PHILIBERT, M. Philippe TROUPE, M. Eric LATCHOUMANIN, M. Germain GRANDISSON, M. Georges NARDIN.

DÉLIBÉRATIONS AFFICHÉES
Le 22 février 2020

SAINTE-ANNE,
Le 22 février 2020

Étaient absents : Mme Michelle MAXO, M. Jean FAHRASMANE, Mme Anne-Marie BONDOT, Mme Sylvie VANOUKIA, Mme Diana PERRAN, M. Jacques-Edouard CHIPOTEL, Mme Nicole SINIVASSIN.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Anièce MANNE

Le conseil municipal ;

Vu le Code général des collectivités territoriales les articles L2311-5 et L2311-11;

Vu le décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu la délibération n° 5 en date du 12 avril 2019 approuvant le budget prévisionnel 2019 de la ville ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Considérant les éléments du compte administratif de l'exercice 2019, il appartient à l'assemblée délibérante de statuer sur l'affectation du résultat cumulé de fonctionnement ;

Considérant l'avis favorable rendu par la commission des Finances en date du 17 février 2020 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

A l'unanimité ;

Article 1 : d'affecter le résultat cumulé de la section de fonctionnement de 1 831 027,85 € comme suit :

AFFECTATION	
1) couverture du besoin de financement de la section d'investissement (crédit du compte 1068 sur B.P. 2020)	1 821 911,04 €
2) reste sur excédent de fonctionnement à reporter (crédit au compte R002 sur B.P. 2020)	9 116,81 €
3) affectation complémentaire en « réserves » (crédit du compte 1068 sur B.P. 2020)	
TOTAL	**1 831 027,85 €**

Article 2 : de donner tout pouvoir au maire pour l'exécution de cette délibération qui sera transmise au Sous-préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre au titre du contrôle de légalité.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BAPTISTE

N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.
Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2ÈME SESSION ORDINAIRE DU VENDREDI 21 FEVRIER 2020

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
-=-
COMMUNE DE SAINTE ANNE
-=-
Numéro de la délibération
4ème *délibération*
-=-

Vote des taux d'imposition 2020

L'an deux mille vingt et le vingt-et-un du mois de février, à seize heures vingt-six minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
14 février 2020

Membres en exercice : 30

Etaient présents : M. Christian BAPTISTE, M. Aurélien ABAILLE, M. Lucien GALVANI, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Lydia COURIOL, M. Dunière AGLAS, Mme Sylvia LAPTES, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Eddie MIXTUR, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariette MANDRET épse PASSAVE, M. Fabrice DURO, Mme Marie-Anièce MANNE, Mme Marthe BOUCAUD, Mme Nicole BAZZOLI, M. Francs BAPTISTE, Mme Evelyne VACHER, M. Lucien PHILIBERT, M. Philippe TROUPE, M. Eric LATCHOUMANIN, M. Germain GRANDISSON, M. Georges NARDIN.

DÉLIBÉRATIONS AFFICHÉES
Le 22 février 2020

SAINTE-ANNE,
Le 22 février 2020

Étaient absents : Mme Michelle MAXO, M. Jean FAHRASMANE, Mme Anne-Marie BONDOT, Mme Sylvie VANOUKIA, Mme Diana PERRAN, M. Jacques-Edouard CHIPOTEL, Mme Nicole SINIVASSIN.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Anièce MANNE

Le conseil municipal ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu la délibération n°1 du conseil municipal en date du 29 janvier 2020 relative aux orientations budgétaires pour l'année 2020 ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Considérant l'avis favorable rendu par la commission des Finances en date du 17 février 2020 ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1 : de voter pour l'année 2020, le maintien des taux des taxes locales comme suit :

TAXES	TAUX
TAXE D'HABITATION	**31,44 %**
FONCIER BÂTI	**27,22 %**
FONCIER NON BÂTI	**80,42 %**

Article 2 : de donner tout pouvoir au maire pour l'exécution de cette délibération qui sera transmise au Sous-préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre au titre du contrôle de légalité.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BAPTISTE

VILLE DE SAINTE-ANNE GUADELOUPE

N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.
Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2ÈME SESSION ORDINAIRE DU VENDREDI 21 FEVRIER 2020

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
-=-
COMMUNE DE SAINTE ANNE
-=-
Numéro de la délibération
6ème *délibération*
-=-

Plan Pluriannuel d'Investissement Durable (PPID) et approbation des crédits de paiement 2020

L'an deux mille vingt et le vingt-et-un du mois de février, à seize heures vingt-six minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
14 février 2020

Membres en exercice : 30

Etaient présents : M. Christian BAPTISTE, M. Aurélien ABAILLE, M. Lucien GALVANI, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Lydia COURIOL, M. Dunière AGLAS, Mme Sylvia LAPTES, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Eddie MIXTUR, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariette MANDRET épse PASSAVE, M. Fabrice DURO, Mme Marie-Anièce MANNE, Mme Marthe BOUCAUD, Mme Nicole BAZZOLI, M. Francs BAPTISTE, Mme Evelyne VACHER, M. Lucien PHILIBERT, M. Philippe TROUPE, M. Eric LATCHOUMANIN, M. Germain GRANDISSON, M. Georges NARDIN.

DÉLIBÉRATIONS AFFICHÉES
Le 22 février 2020

SAINTE-ANNE,
Le 22 février 2020

Étaient absents : Mme Michelle MAXO, M. Jean FAHRASMANE, Mme Anne-Marie BONDOT, Mme Sylvie VANOUKIA, Mme Diana PERRAN, M. Jacques-Edouard CHIPOTEL, Mme Nicole SINIVASSIN.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Anièce MANNE

Le conseil municipal ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu la délibération n° 6 du conseil municipal en date du 12 avril 2019 approuvant le plan pluriannuel des investissements durables 2019-2024 ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Considérant la nécessité de modifier le plan pluriannuel des investissements durables au regard de l'état d'avancement des projets et des capacités financières de la ville ;

Considérant l'avis favorable rendu par la commission des Finances en date du 17 février 2020 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

A l'unanimité ;

Article 1 : d'approuver la modification du plan pluriannuel des investissements durables 2019-2024 de la collectivité conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le maire à solliciter tout partenaire susceptible d'accompagner financièrement la collectivité dans le cadre de la réalisation de ces projets.

Article 3 : de donner tout pouvoir au maire pour l'exécution de cette délibération qui sera transmise au Sous-préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre au titre du contrôle de légalité.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BARTISTE

N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.
Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

SAINTE-ANNE - PPI - Consolidation

AP	
Opérations	CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE CHATEAUBRUN, GESTION INFORMATISEE DU PATRIMOINE FUNERAIRE, REFECTION DES VOIRIES COMMUNALES, RENOVATION CLOCHER EGLISE BOURG, RENOVATION URBAINE, SECURISATION ET RENOVATION DES BATIMENTS PUBLICS, SECURISATION ET RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
DGA	POLE TECHNIQUE, POLE ANIMATION
Montant AP	€

Année de lancement (mini.)	2019
Catégories fonctionnelles	
Montant initial des projets	19 130 445 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Exécution attendue	2 443 605	2 591 093	4 768 080	4 433 911	3 265 756	760 000	434 000	434 000	0	0	0	**19 130 445**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												19 130 445	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	1 074 174	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 074 174**	
Coût global	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	19 130 445	**19 130 445**	
Solde à réaliser	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	18 056 271	**18 056 271**	
Taux de réalisation	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	5,61 %	**5,61 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	313 100	256 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**2,98 %**	
D21	626 060	933 800	434 000	434 000	326 000	326 000	0	0	0	0	0	**16,10 %**	
D23	0	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1,83 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**939 160**	**1 540 000**	**434 000**	**434 000**	**326 000**	**326 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	239 143	337 267	457 534	467 402	365 503	67 449	0	0	0	0	**1 934 298**	
Subventions	296 197	224 461	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**520 658**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	296 197	224 461	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Total	**296 197**	**463 604**	**337 267**	**457 534**	**467 402**	**365 503**	**67 449**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 454 956**

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE CHATEAUBRUN

AP	
Opération	CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE CHATEAUBRUN
DGA	POLE TECHNIQUE
Montant AP	0 €

Année de lancement	2019
Durée estimée du projet	4 ans
Catégorie fonctionnelle	
Montant initial du projet	7 093 268 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Exécution attendue	50 000	136 000	2 435 756	2 235 756	2 235 756	0	0	0	0	0	0	**7 093 268**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												7 093 268	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	976	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**976**	
Coût global	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	7 093 268	**7 093 268**	
Solde à réaliser	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	7 092 292	**7 092 292**	
Taux de réalisation	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	**0,01 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	0	136 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1,92 %**	
D21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**0**	**136 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	128	44 094	293 403	293 403	293 403	0	0	0	0	0	**924 431**	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**128**	**44 094**	**293 403**	**293 403**	**293 403**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**924 431**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - GESTION INFORMATISEE DU PATRIMOINE FUNERAIRE

AP	
Opération	GESTION INFORMATISEE DU PATRIMOINE FUNERAIRE
DGA	POLE TECHNIQUE
Montant AP	0 €

Année de lancement	2019
Durée estimée du projet	3 ans
Catégorie fonctionnelle	
Montant initial du projet	434 000 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Exécution attendue	69 125	20 000	192 529	152 346	0	0	0	0	0	0	0	**434 000**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												434 000	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Coût global	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	**434 000**	
Solde à réaliser	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	434 000	**434 000**	
Taux de réalisation	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	**0,00 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	0	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**4,61 %**	
D21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**0**	**20 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - GESTION INFORMATISEE DU PATRIMOINE FUNERAIRE

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - REFECTION DES VOIRIES COMMUNALES

AP	
Opération	REFECTION DES VOIRIES COMMUNALES
DGA	POLE TECHNIQUE
Montant AP	0 €

Année de lancement	2019
Durée estimée du projet	6 ans
Catégorie fonctionnelle	
Montant initial du projet	2 759 155 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Exécution attendue	589 155	650 000	434 000	434 000	326 000	326 000	0	0	0	0	0	**2 759 155**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												2 759 155	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	142 699	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**142 699**	
Coût global	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	2 759 155	**2 759 155**	
Solde à réaliser	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	2 616 456	**2 616 456**	
Taux de réalisation	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	5,17 %	**5,17 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D21	589 155	650 000	434 000	434 000	326 000	326 000	0	0	0	0	0	**100,00 %**	
D23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**589 155**	**650 000**	**434 000**	**434 000**	**326 000**	**326 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	23 408	106 626	71 193	71 193	67 449	67 449	0	0	0	0	**407 318**	
Subventions	96 197	224 461	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**320 658**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	96 197	224 461	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**96 197**	**247 869**	**106 626**	**71 193**	**71 193**	**67 449**	**67 449**	**0**	**0**	**0**	**0**	**727 976**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - REFECTION DES VOIRIES COMMUNALES

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - RENOVATION CLOCHER EGLISE BOURG

AP	
Opération	RENOVATION CLOCHER EGLISE BOURG
DGA	POLE TECHNIQUE
Montant AP	0 €

Année de lancement	2019
Durée estimée du projet	2 ans
Catégorie fonctionnelle	
Montant initial du projet	1 085 000 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Exécution attendue	464 298	450 000	170 702	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 085 000**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												1 085 000	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	253 362	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**253 362**	
Coût global	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	1 085 000	**1 085 000**	
Solde à réaliser	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	831 638	**831 638**	
Taux de réalisation	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	23,35 %	**23,35 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**9,22 %**	
D21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D23	0	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**32,26 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**0**	**450 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	33 249	72 178	9 278	0	0	0	0	0	0	0	**114 705**	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**33 249**	**72 178**	**9 278**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**114 705**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - RENOVATION URBAINE

AP	
Opération	RENOVATION URBAINE
DGA	POLE TECHNIQUE
Montant AP	0 €

Année de lancement	2020
Durée estimée du projet	6 ans
Catégorie fonctionnelle	
Montant initial du projet	1 800 000 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
Exécution attendue	150 005	511 093	511 093	627 809	0	0	0	0	0	0	0	**1 800 000**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												1 800 000	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Coût global	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	**1 800 000**	
Solde à réaliser	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	**1 800 000**	
Taux de réalisation	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	**0,00 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	113 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**6,28 %**	
D21	36 905	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**2,05 %**	
D23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**150 005**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	93 496	57 414	57 414	76 560	0	0	0	0	0	0	**284 884**	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**93 496**	**57 414**	**57 414**	**76 560**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**284 884**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - SECURISATION ET RENOVATION DES BATIMENTS PUBLICS

AP	
Opération	SECURISATION ET RENOVATION DES BATIMENTS PUBLICS
DGA	POLE TECHNIQUE
Montant AP	0 €

Année de lancement	2019
Durée estimée du projet	6 ans
Catégorie fonctionnelle	
Montant initial du projet	3 959 022 €

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Exécution attendue	921 022	284 000	484 000	484 000	484 000	434 000	434 000	434 000	0	0	0	**3 959 022**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												3 959 022	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	677 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**677 137**	
Coût global	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	3 959 022	**3 959 022**	
Solde à réaliser	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	3 281 885	**3 281 885**	
Taux de réalisation	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	17,10 %	**17,10 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	0	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,01 %**	
D21	0	283 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**7,17 %**	
D23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**0**	**284 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	88 862	56 955	26 246	26 246	4 651	0	0	0	0	0	**202 960**	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**88 862**	**56 955**	**26 246**	**26 246**	**4 651**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**202 960**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - SECURISATION ET RENOVATION DES BATIMENTS PUBLICS

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte : 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - SECURISATION ET RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

AP		**Année de lancement**	**2020**
Opération	**SECURISATION ET RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS**	**Durée estimée du projet**	**0 ans**
DGA	**POLE ANIMATION**	**Catégorie fonctionnelle**	
Montant AP	**0 €**	**Montant initial du projet**	**2 000 000 €**

SÉQUENCEMENT DU PROJET

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
Exécution attendue	200 000	540 000	540 000	500 000	220 000	0	0	0	0	0	0	**2 000 000**	**0**
Révision de prix (+/-)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
												2 000 000	
Dépassement au 17/02/2020	0,00 %												
Exécution réelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Coût global	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	**2 000 000**	
Solde à réaliser	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	**2 000 000**	
Taux de réalisation	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	**0,00 %**	
Structure du projet par articles comptables (facultatif)													
D20	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**10,00 %**	
D21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
D45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0,00 %**	
Total	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

FINANCEMENT DU PROJET

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
Recettes d'investissement													
FCTVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Subventions	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**200 000**	
dont Europe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont État	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Département	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

SAINTE-ANNE - PPI - SECURISATION ET RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Total	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000**

IMPACT EN FONCTIONNEMENT

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
Produits de fonctionnement induits (hors produits financiers)													
R70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
R77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
dont cessions (R775)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Coûts de fonctionnement induits (hors frais financier)													
D011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
D67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Sans affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Impact global de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	Solde
D68 (ordre uniquement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
Quote-part subv. invest. (R777)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

© LocalNova. Tous droits réservés
Les résultats ne sauraient engager la responsabilité de LocalNova.

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

SAINTE-ANNE
GUADELOUPE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

-=-

COMMUNE DE SAINTE ANNE

-=-

Numéro de la délibération
7ème *délibération*

-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2ÈME SESSION ORDINAIRE DU VENDREDI 21 FEVRIER 2020

Modification de la durée d'immobilisation des biens

L'an deux mille vingt et le vingt-et-un du mois de février, à seize heures vingt-six minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
14 février 2020

Membres en exercice : 30

Etaient présents : M. Christian BAPTISTE, M. Aurélien ABAILLE, M. Lucien GALVANI, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Lydia COURIOL, M. Dunière AGLAS, Mme Sylvia LAPTES, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Eddie MIXTUR, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariette MANDRET épse PASSAVE, M. Fabrice DURO, Mme Marie-Anièce MANNE, Mme Marthe BOUCAUD, Mme Nicole BAZZOLI, M. Francs BAPTISTE, Mme Evelyne VACHER, M. Lucien PHILIBERT, M. Philippe TROUPE, M. Eric LATCHOUMANIN, M. Germain GRANDISSON, M. Georges NARDIN.

DÉLIBÉRATIONS AFFICHÉES
Le 22 février 2020

SAINTE-ANNE,
Le 22 février 2020

Étaient absents : Mme Michelle MAXO, M. Jean FAHRASMANE, Mme Anne-Marie BONDOT, Mme Sylvie VANOUKIA, Mme Diana PERRAN, M. Jacques-Edouard CHIPOTEL, Mme Nicole SINIVASSIN.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Anièce MANNE

Le conseil municipal ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu la délibération n° 6 du conseil municipal en date du 12 avril 2019 approuvant le plan pluriannuel des investissements durables 2019-2024 ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Vu la délibération n° 6 du conseil municipal en date du 12 avril 2019 approuvant le plan pluriannuel des investissements durables 2019-2024 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

A l'unanimité ;

Article 1 : d'abroger la délibération n° 3 du 20 janvier 2016 portant fixation des durées d'amortissement des biens communaux.

Article 2 : d'adopter pour les catégories de biens ou les biens renouvelables acquis à compter du 1er janvier 2020, les durées d'amortissement et le mode d'amortissement détaillés selon l'annexe de la présente délibération, pour le budget de la ville de Sainte-Anne.

Article 3 : d'autoriser l'amortissement sur une année des biens d'un montant inférieur à 1 000 €.

Article 4 : d'approuver l'application de la règle de calcul du coût moyen pondéré sur la valeur nette comptable pour la sortie des biens acquis par lot.

Article 5 : de permettre l'enregistrement, en section de fonctionnement, des biens de faibles valeurs ou dont la consommation est très rapide, représentant un coût unitaire inférieur à 500 €.

Article 6 : de donner tout pouvoir au maire pour l'exécution de cette délibération qui sera transmise au Sous-préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre au titre du contrôle de légalité.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BAPTISTE

N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.
Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Compte	Libellé du compte	Durée d'amortissement	Commentaires et exemples de recettes et de dépenses	Compte amortissement associé
Immobilisation de faible valeur - Bien de faible valeur : 1 000 €				
Un bien dont la valeur d'achat est inférieure à 500 € et de "consommation rapide" doit être imputé en fonctionnement.				
Immobilisations incorporelles				
202	Documents d'urbanisme	10	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	2802
2031	Frais d'études	03	Les frais d'études effectués en vue de la réalisation d'investissements sont imputés au compte 2031. Dans le cas contraire, on utilise le compte 617.	28031
2032	Frais de recherche et de développement	03	On entend par « frais de recherche et de développement », les dépenses qui correspondent à l'effort de recherche et de développement réalisé par les moyens propres de la collectivité pour son propre compte.	28032
2033	Frais d'insertion	03	Les frais de publication et d'insertion des appels d'offres dans la presse engagés de manière obligatoire dans le cadre de la passation de marchés publics (BO, BOAMP,...). Attention : les frais d'insertion relatifs aux marchés de fonctionnement s'imputent au compte 6231 - Annonces et insertions.	28033
204xxx	Subventions versées	204xx1 - 05 204xx2 - 30 204xx3 - 40	Les subventions d'équipement versées constituent des immobilisations incorporelles imputées aux subdivisions du compte 204 « Subventions d'équipement versées » et sont amorties sur une durée de 5, 30 ou 40 ans selon qu'elles financent des biens mobiliers, des bâtiments ou installations ou des projets d'infrastructures d'intérêt national.	2804xx1 2804xx2 2804xx3
2046	Attributions de Compensation d'Investissement	01	Les EPCI peuvent imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement, en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges. Par analogie, les attributions de compensation d'investissement versées par les communes constituent des subventions d'équipement versées comptabilisées au compte 2046.	28046

Compte	Libellé du compte	Durée d'amortissement	Commentaires et exemples de recettes et de dépenses	Compte amortissement associé
Terrains				

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte : 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

2111	Terrains nus	00	Acquisition de terrains nus	non amortissable
2112	Terrains de voirie	00	Voirie	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	00	Squares, parcs, jardins, espaces verts…	
2115	Terrains bâtis	00	Acquisition de terrains avec une construction en dure et tous travaux étant effectués sur ce terrain (démolition, déplacement de compteurs Gaz/électricité).	
2116	Cimetières	00	Extension de bâtiment, aménagement paysager, columbarium, équipements funéraires, jardin du souvenir, cimetière paysager, construction de caveaux.	
Agencements et aménagements de terrains				
2121	Plantations d'arbres et d'abustes	10	Les frais de plantation d'arbres et d'arbustes sont inscrits à la subdivision 2121; toutefois les travaux de régénération des forêts sont imputés au compte 2117 « Bois et forêts ».	282121
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	10	Les dépenses faites en vue de l'aménagement des terrains (clôtures, mouvement de terre...) Très grosses jardinières en béton.	282128
Constructions				
21311	Hôtel de Ville	00	Travaux liés à l'Hôtel de Ville et les mairies annexes	non amortissable
21312	Bâtiments scolaires	00	Travaux dans les écoles	
21318	Autres batiments publics	00	Travaux dans bâtiments autres que mairies et scolaires : crèches, complexes sportifs, bibliothèques, Cité du vin,…	
2138	Autres constructions	00	Bâtiments modulaires (Type Algéco), pontons fluviaux, kiosques.	

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Compte	Libellé du compte	Durée d'amortissement	Commentaires et exemples de recettes et de dépenses	Compte amortissement associé
Installations, matériel et outillage techniques				
2152	Installations de voirie	10	Mobilier urbain (Plots, barrières de mise en sécurité, arceaux à vélos, bancs publics…) fixé au sol	28152
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	01 05 12	**Ø 1 an :** Petit outillage à main (Clés et douilles, coffrets et boîtes à outils complètes), escabeau. **Ø 5 ans :** Outillage électroportatif (perceuse, scie sauteuse/circulaire, disqueuse, décapeur thermique…) et accessoires (vissage, perçage, douilles,...) défonceuse, compresseur, souffleur, aspirateur de chantier (eau et poussières), échelles, servante d'atelier. **Ø 12 ans :** Outillages et machines outils d'atelier Matériel d'atelier (scie à ruban, plieuse,…), outils à force pneumatique, nacelle élévatrice, échaffaudage, transpalette, chariot élévateur.	28158
Collections et œuvres d'art				
2161	Objets et œuvres d'arts	00	Acquisition de collections et œuvres d'art.	non amortissable
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musées	00	Ouvrages précieux, cartes postales anciennes…	non amortissable
2168	Autres collections et œuvres d'arts	00	Constitution des fonds patrimoniaux pour les bibliothèques et documents anciens pour les archives.	non amortissable
Autres immobilisations corporelles				
2183	Matériel informatique	02 05 07	**Ø 2 ans:** Terminaux téléphonie mobile et tablettes **Ø 5 ans:** Autres Matériels informatiques **Ø 7 ans:** Matériels de reprographie : photocopieurs, thermo-copieurs, dupli-copieurs, tireuses de plans, matériels de sérigraphie, presse offset, typographie, clicheurs, appareils de micrographie, photocomposition et titrage, microfiches, microfilms,…	
2184	Mobilier	10 25	**Ø 10 ans :** **- Tables et bureaux** (tables, bureaux, bornes d'accueil, comptoirs,...) **- Mobilier d'assise** (chaises, bancs, poufs, canapés, chauffeuses,...) **- Mobilier de rangement** (armoires, bibliothèques, vestiaires, casiers, vitrines, caissons, meubles à plans, rayonnages, classeurs rotatifs...) **Ø 25 ans :** Coffre-forts et armoires fortes, armoires ignifugées,…	28184
2185	Cheptel	03	Animaux vivants tels que les chevaux de la Police Municipale.	28185
2188	Autres immobilisations corporelles	01 05 10	**Ø 1 ans :** Petit électroménager (micro ondes, cafetière,...) ventilateur sur pied, radiateur portatif **Ø 5 ans :** Matériel audio, hifi, vidéo, photographique, de radiocommunication, vidéoprotection, Gros électoménager (lave-linge, seche-linge, réfrégirateur...). **Ø 10 ans :** Aires de jeux, jeux d'enfants (tricycles, trotinettes), matériels et équipements sportifs, instruments de musique, équipements médicaux, bornes électriques, horodateurs, gros appareils de chauffage et de climatisation...	28188

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

SAINTE-ANNE
GUADELOUPE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

-=-

COMMUNE DE SAINTE ANNE

-=-

Numéro de la délibération
8ème *délibération*

-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2ÈME SESSION ORDINAIRE DU VENDREDI 21 FEVRIER 2020

Modification du plan de financement pour la mise en place d'une gestion rationalisée et informatisée pour le patrimoine funéraire de la commune de Sainte-Anne

L'an deux mille vingt et le vingt-et-un du mois de février, à seize heures vingt-six minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
14 février 2020

Membres en exercice : 30

Etaient présents : M. Christian BAPTISTE, M. Aurélien ABAILLE, M. Lucien GALVANI, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Lydia COURIOL, M. Dunière AGLAS, Mme Sylvia LAPTES, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Eddie MIXTUR, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariette MANDRET épse PASSAVE, M. Fabrice DURO, Mme Marie-Anièce MANNE, Mme Marthe BOUCAUD, Mme Nicole BAZZOLI, M. Francs BAPTISTE, Mme Evelyne VACHER, M. Lucien PHILIBERT, M. Philippe TROUPE, M. Eric LATCHOUMANIN, M. Germain GRANDISSON, M. Georges NARDIN.

DÉLIBÉRATIONS AFFICHÉES
Le 22 février 2020

SAINTE-ANNE,
Le 22 février 2020

Étaient absents : Mme Michelle MAXO, M. Jean FAHRASMANE, Mme Anne-Marie BONDOT, Mme Sylvie VANOUKIA, Mme Diana PERRAN, M. Jacques-Edouard CHIPOTEL, Mme Nicole SINIVASSIN.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Anièce MANNE

Le conseil municipal ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 avril 2019 approuvant le plan de financement pour la mise en place d'une gestion rationnelle et informatisée pour le patrimoine funéraire de la commune ;

Considérant la nécessité de modifier le plan de financement pour une participation de l'Europe au titre du FEDER ;

Ouï le maire en son exposé ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

A l'unanimité ;

1.- D'approuver la modification du plan de financement relatif à l'opération « mise en place d'une gestion rationnelle et informatisée pour le patrimoine funéraire de la commune» :

BUDGET : DÉPENSES ET RESSOURCES PREVISIONNELLES				
DÉPENSES (directement liées au projet)		**RESSOURCES**		
Nature	**Montant(HT)**	**Nature**	**Montant (HT)**	**%**
Mise en place d'une gestion rationnalisée et informatisée pour le patrimoine funéraire	200 000 €	-Etat	60 000 €	30
		-Europe FEDER	100 000 €	50
		-Commune	40 000 €	20
TOTAL DEPENSES	200 000 €	**TOTAL RESSOURCES**	200 000 €	100

2.- D'autoriser le maire à solliciter une demande de financement auprès de la direction déléguée à l'Europe et de l'Etat.

3.- D'autoriser le maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

4.- De donner tout pouvoir au maire pour l'exécution de cette délibération qui sera transmise au Sous-préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre au titre du contrôle de légalité.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BAPTISTE

N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.
Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

SAINTE-ANNE
GUADELOUPE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

-=-

COMMUNE DE SAINTE ANNE

-=-

Numéro de la délibération
9ème *délibération*

-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2ÈME SESSION ORDINAIRE DU VENDREDI 21 FEVRIER 2020

Modification du règlement intérieur de la restauration scolaire

L'an deux mille vingt et le vingt-et-un du mois de février, à seize heures vingt-six minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
14 février 2020

Membres en exercice : 30

Etaient présents : M. Christian BAPTISTE, M. Aurélien ABAILLE, M. Lucien GALVANI, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Lydia COURIOL, M. Dunière AGLAS, Mme Sylvia LAPTES, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Eddie MIXTUR, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariette MANDRET épse PASSAVE, M. Fabrice DURO, Mme Marie-Anièce MANNE, Mme Marthe BOUCAUD, Mme Nicole BAZZOLI, M. Francs BAPTISTE, Mme Evelyne VACHER, M. Lucien PHILIBERT, M. Philippe TROUPE, M. Eric LATCHOUMANIN, M. Germain GRANDISSON, M. Georges NARDIN.

DÉLIBÉRATIONS AFFICHÉES
Le 22 février 2020

SAINTE-ANNE,
Le 22 février 2020

Étaient absents : Mme Michelle MAXO, M. Jean FAHRASMANE, Mme Anne-Marie BONDOT, Mme Sylvie VANOUKIA, Mme Diana PERRAN, M. Jacques-Edouard CHIPOTEL, Mme Nicole SINIVASSIN.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Anièce MANNE

Le conseil municipal ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 mars 2016 municipalisant la restauration scolaire ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2016 approuvant le règlement intérieur du restaurant scolaire ;

Considérant la nécessité de modifier le règlement intérieur du restaurant scolaire ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter des modifications mineures à ce règlement, notamment en ce qui concernent les modalités de remboursement de repas non consommés ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Connaissance prise du règlement intérieur du restaurant scolaire modifié ;

DECIDE :

A l'unanimité ;

D'ADOPTER la modification du règlement intérieur du restaurant scolaire tel qu'il est proposé en annexe de la présente délibération.

DE DONNER tout pouvoir au maire pour l'exécution de cette délibération.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BAPTISTE

N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.
Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

VILLE DE SAINTE-ANNE

REGLEMENT INTERIEUR DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

Préambule

La restauration scolaire est un service public municipal dont le fonctionnement est assuré par des agents municipaux, sous la responsabilité du maire. Ce service met en œuvre les principes de neutralité, de laïcité, de respect de l'autre et l'esprit de tolérance. Il est proposé aux familles et représente un coût pour la collectivité, ce qui nécessite de la part de chacun un comportement citoyen.

Le présent règlement définit les modalités de fonctionnement du service public de la restauration scolaire municipale. Il arrête les conditions dans lesquelles les usagers ont accès au service. Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble de la réglementation en vigueur et notamment du règlement intérieur de l'école.

Il est remis à chaque famille au moment de son inscription à la Direction de la Régie Scolaire, qui doit en accuser réception. Les parents s'engagent à en prendre connaissance avant d'utiliser le service de la restauration scolaire, à le respecter et à se conformer à ses prescriptions.

LES OBJECTIFS VISÉS PAR LA RESTAURATION SCOLAIRE

Article 1.-

Le service de restauration scolaire municipale assure la production et la livraison des repas. L'encadrement des enfants durant la pause méridienne (temps de prise du repas et temps d'animation) est assuré par le personnel de la Direction de l'Education.

Il est destiné aux enfants des écoles maternelles et primaires de la ville de Sainte-Anne.

Il a pour objectifs :

1° De satisfaire aux besoins fondamentaux de l'enfant, en lui proposant un repas équilibré, de qualité et en quantité, adapté à son âge ;

2° De favoriser l'accompagnement éducatif de l'enfant par l'apprentissage de son autonomie, de sa socialisation mais aussi en vue de le sensibiliser au goût et à la découverte de l'équilibre alimentaire ;

3° De faire du temps du repas un moment de convivialité, d'éducation par l'apprentissage des règles de vie en communauté ;

4° De prévenir l'obésité et les maladies cardiovasculaires ;

5° De privilégier, dans la mesure du possible, l'approvisionnement en produits de proximité.

Le service est effectué à table, où chaque enfant est invité à se servir par lui- même, à manger et à goûter tous les composants du repas.

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Les repas sont fabriqués selon le principe de la liaison chaude, sont variés et équilibrés conformément aux normes nutritionnelles en vigueur.

Les menus sont élaborés dans le respect des normes fixées par le décret n° 2011-1227 du 30 septembre 2011, relatives à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire et sont transmis à l'école par voie numérique et sur le site Internet de la commune.

Ils respectent une stricte neutralité publique : il est proposé un repas sans porc et/ou sans viande et est mis en place un projet d'accueil individualisé (PAI) à la demande des parents ou de l'équipe pédagogique pour les enfants astreints à un régime particulier ; aucun apport extérieur d'alimentation n'est autorisé. La commune affecte du personnel pour le service du repas et l'encadrement du temps méridien.

FONCTIONNEMENT ET INSCRIPTION

Article 2.-

Les repas sont servis, en un ou deux service(s). La restauration scolaire municipale fonctionne les jours de classe et hors temps scolaire. A l'occasion des sorties scolaires à la journée, il est fourni un kit repas aux enfants inscrits au restaurant scolaire et un prix est aussi fixé pour les enfants non inscrits.

Le tarif de la restauration scolaire est fixé par une délibération du conseil municipal.

Article 3.-

Pour pouvoir être accueilli au sein du service de restauration scolaire municipale, l'enfant doit être inscrit au préalable à la Direction de la Régie Scolaire. L'inscription administrative est annuelle et doit être effectuée avant le début de l'année scolaire. Les parents doivent remplir et déposer dans les délais un dossier comportant les renseignements nécessaires à la prise en charge de l'enfant.

Dès l'inscription, les familles peuvent opter pour une utilisation forfaitaire de la restauration scolaire : soit les quatre jours de la semaine, soit un, deux ou trois jour(s) fixe(s) par semaine, tout au long de l'année scolaire. Cette option évite de devoir faire la démarche d'inscription chaque semaine.

En cas d'absence de l'enfant, la famille devra informer la Direction de la Régie Scolaire. Dans le cas contraire, l'enfant est automatiquement enregistré et comptabilisé comme utilisateur le ou les jours de la semaine fixé(s) dans le forfait.

Une désinscription ponctuelle reste toujours possible. Elle doit cependant se faire dans un délai de 72 heures avant la semaine qui suit. De plus, les familles conservent la possibilité de modifier le système de forfait, (modification d'un ou plusieurs jours fixes dans la semaine, passage aux quatre jours complets, etc.), pendant l'année scolaire en cours. La modification ne peut toutefois se faire que par la famille concernée et par écrit au maire de la ville. Elle ne prendra effet qu'au premier jour du mois suivant son enregistrement.

En-dehors du forfait, il est possible d'être accueilli à la restauration scolaire de manière occasionnelle. Il faut pour cela que la famille inscrive l'enfant à la Direction de la régie scolaire, 72 heures avant la date prévue.

Les inscriptions pour un accueil occasionnel ou les désinscriptions ponctuelles ne sont acceptées exclusivement qu'au moyen de l'adresse mail dédiée **(restauration scolaire@ville-sainteanne.fr)** ou adressées à Monsieur le Maire de la ville de Sainte-Anne Pôle – Enfance et Education – Place Schœlcher 97180 Sainte-Anne Guadeloupe.

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

Article 4.-

Le service est ouvert en période scolaire les lundis, mardis, jeudis et vendredis et hors temps scolaire pour honorer des engagements partenariaux.

En contrepartie de l'accueil à la restauration scolaire, la commune exige le règlement d'une contribution d'utilisation du service, qui sert à couvrir, en partie, les coûts d'alimentation et quelques charges variables.

La tarification de la restauration scolaire, peut être différenciée selon l'option du forfait et l'utilisation occasionnelle. Elle peut également tenir compte des différences de revenus entre les familles.

Dans le cas d'une tarification sociale il pourra être demandé aux familles de produire lors de l'inscription des enfants à la cantine l'attestation délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) mentionnant leur quotient familial. Toute famille refusant de fournir ce document se verra appliquer d'office le tarif le plus élevé.

Pour le cas où un enfant est présenté par le corps enseignant à la restauration scolaire, car son responsable légal n'est pas venu le chercher à la sortie des cours, il peut y être accueilli et pris en charge par la commune, à titre très exceptionnel. Mais le coût de son repas est facturé à sa famille.

À ce titre, il est également exigé le règlement des droits annuels d'inscription au service de la restauration scolaire pour l'année en cours.

En cas de maladie, un délai de carence de deux jours est appliqué. La famille doit prévenir la Direction de la Régie Scolaire, le jour même, avant 9 heures, pour indiquer la durée totale prévisible de l'absence de l'enfant.

Pour pouvoir bénéficier d'une réfaction sur la facturation, à partir du quatrième jour, la famille doit produire un certificat médical. La facturation est établie à terme échu, chaque mois au vu du relevé, selon le cas, des forfaits et des désinscriptions le cas échéant, ou des inscriptions occasionnelles.

Les factures sont à régler à la Direction de la régie scolaire exclusivement, soit en espèces, soit par chèque libellé au nom du Trésor Public soit par carte bleue ou tout moyen prévu par l'administration communale, validé par le responsable du centre des finances publiques. Il est également possible de régler par prélèvement automatique, à la condition que la famille en ait fait la demande écrite en mairie, le mois précédent pour le mois suivant.

Le règlement doit être effectué avant le 08 du mois suivant au plus tard. En cas de choix du prélèvement automatique, le compte bancaire à débiter doit être suffisamment provisionné pour la date du 10 du mois du prélèvement. Les familles ont l'obligation d'être à jour de leur règlement, avant toute inscription l'année scolaire suivante.

Les tarifs des activités périscolaires sont fixés par délibération du conseil municipal. Le coût réel du service fait l'objet d'une information annuelle aux familles.

Au moment de l'inscription, la commune exige par ailleurs de chaque famille le règlement de droits annuels d'inscription et de la carte d'accès au service pour l'année scolaire, en vue de couvrir une partie des frais administratifs de gestion et d'assurance du service. L'inscription à la restauration scolaire est établie pour l'année et donne lieu à remboursement, en cas d'inutilisation du service sous certaines conditions.

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

MODALITES DE REMBOURSEMENT

Article 5.-

Les absences seront remboursées pour les motifs suivants :

- *Maladie*

Les remboursements seront effectués dans le mois concerné si l'absence est signalée dès le premier jour à la direction de la restauration scolaire et si le parent responsable présente à partir du 4ème jour un certificat médical de l'enfant malade.

- *Les autres cas*

Ce sont les absences suite à des événements indépendants de la volonté de la communauté éducative et de la commune : faits de grève, ruptures d'alimentation en eau et en électricité, évènements familiaux, absences d'enseignants, problèmes techniques, évènements climatiques.....

Les repas non consommés pour ces motifs feront l'objet de report sur les facturations à venir. Ces dispositions seront appliquées aux parents à jour de leurs règlements.

RESPONSABILITE

Article 6.-

Au moment de l'inscription, il sera exigé une attestation d'assurance, justifiant que chaque enfant utilisateur est couvert pour les dommages qu'il pourrait subir et pour les dommages causés à autrui.

Article 7.-

L'enfant inscrit à la restauration scolaire n'est pas admis à quitter l'enceinte de l'école, sans l'autorisation écrite préalable de son responsable légal. Sur le temps d'animation – et à l'exclusion du temps du repas proprement dit, les enfants qui doivent quitter l'école en raison d'un rendez-vous extérieur (tels que rendez-vous médicaux ou autres), ont l'obligation de fournir une autorisation écrite préalable de leur responsable légal, à remettre au personnel communal chargé de la restauration scolaire.

Article 8.-

Le « Projet d'Accueil Individualisé » (PAI) est une démarche qui a pour but de faciliter l'accueil en restauration scolaire d'un enfant ayant une pathologie ou des troubles, qui nécessitent certains aménagements dans son alimentation. Il ne s'agit en aucun cas de se substituer à la responsabilité de sa famille. Les parents des enfants concernés doivent impérativement se faire connaître à la Direction de la Régie Scolaire, afin de procéder au dépôt d'un dossier spécifique.

La prise en charge de l'enfant par la commune n'intervient qu'après l'élaboration d'un document écrit, qui décrit le rôle de chacun. Ce document organise, dans le respect des compétences de chacun, les modalités particulières de la vie quotidienne pendant le temps de restauration. Sont ainsi et notamment précisées les conditions de prise des repas, l'administration de médicaments, les interventions médicales et paramédicales et les conduites à suivre en cas d'urgence.

Le Projet d'Accueil Individualisé est établi après étude du bilan allergologique et /ou des besoins thérapeutiques de l'enfant, qui sont précisés par le médecin traitant ou l'allergologue. Il est mis à jour en fonction de l'évolution de la maladie. Il doit être accompagné d'une attestation du responsable légal de l'enfant qui dégage la responsabilité de la commune.
Le Projet d'accueil individualisé est signé par le responsable légal de l'enfant et par l'Autorité Municipale. Il doit être établi avant l'accueil de l'enfant, dès l'inscription et doit être renouvelé chaque année.

Il est d'ores et déjà précisé que la commune n'est pas en mesure de faire face aux différents régimes alimentaires ou évictions d'aliment. En-dehors d'un Plan d'Accueil Individualisé, le personnel communal n'est pas habilité à administrer des médicaments à un enfant. La loi interdit au personnel de service de donner tout traitement médicamenteux aux enfants.

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

ACCIDENT ET MALADIE

Article 9. -

En cas d'accident ou d'état de santé préoccupant de l'enfant, le personnel affecté à la restauration scolaire a pour consigne de prévenir immédiatement les services de secours (pompiers).
En cas de transfert vers le centre hospitalier, l'enfant ne pourra pas être accompagné d'un agent communal. Les parents doivent fournir dès l'inscription, puis à chaque changement de coordonnées, un numéro téléphonique où ils peuvent être joints à tout instant pendant le temps de restauration scolaire.
Pour le cas où il est constaté par le personnel de restauration scolaire qu'un enfant est fiévreux ou manifestement malade, il peut demander à la famille de venir le récupérer dans les plus brefs délais.
Les enfants atteints de maladie infantile et/ou contagieuse ne sont acceptés à la restauration scolaire qu'après une complète guérison, attestée par un certificat médical.

ORGANISATION

Article 10. –

Il est rappelé que la restauration scolaire est un service facultatif proposé librement par la commune aux familles. Les enfants doivent respecter les règles de vie en collectivité et se conformer aux consignes données par le personnel encadrant. Ils doivent respecter : l'environnement, les locaux, le matériel de restauration, la nourriture, le matériel ludique et éducatif.

Les parents doivent rappeler à leurs enfants les règles de bonne conduite en collectivité. Il est de leur responsabilité de rappeler le respect normal qui est dû à leurs camarades et au personnel communal afin de permettre un déjeuner dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité.

Le bénéfice de la restauration scolaire peut donc être retiré à tout élève dont la conduite n'est pas compatible avec la vie en collectivité.

L'appréciation de ce manquement relève de la commune, sur signalement du personnel de la restauration scolaire. Le personnel de la restauration scolaire doit être averti par l'enfant qui souhaite se rendre aux toilettes ; de même lorsqu'il se blesse ou est blessé, même légèrement.

Le manquement aux règles de correction d'usage (insolence, violence verbale ou physique, irrespect à l'égard du personnel ou des autres enfants, dégradation du matériel ou des lieux) fait l'objet d'un premier avertissement adressé par courrier à la famille de l'enfant. La détérioration du mobilier et du matériel entrainera le remboursement, par la famille de l'enfant, des objets cassés ou abîmés.

Si ce manquement perdure, l'enfant et sa famille sont alors reçus par l'autorité municipale, assistée du directeur de l'école. La famille peut, dans cette circonstance, se faire accompagner. Une exclusion temporaire ou définitive de l'enfant peut être prononcée.

LES CONVIVES DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

Article 11.-

Le service de restauration scolaire municipale est également accessible aux personnes suivantes, à titre de commensaux, à savoir :

1°les enseignants des écoles élémentaires et secondaires publiques et ou privées souhaitant prendre leur repas sur place ou à emporter ;

Transmis par MAGITEL-CL ACTE (TELINO / Groupe STUDIA).
Acte: 971-219711280-20200310-cm21220-DE
le 10/03/2020

2° le personnel communal souhaitant prendre leur repas sur place, sans toutefois que la restauration scolaire municipale soit dans ce cas assimilée à un restaurant administratif au sens de la réglementation applicable à la fonction publique territoriale ;

3° le personnel de service et d'animation affecté à la pause méridienne et tenus de prendre leur repas sur leur lieu de travail, par nécessité absolue de service.

Article 12.-
Le service de restauration scolaire municipale est également ouvert aux personnes suivantes domiciliées à Sainte-Anne :

1° Séniors à partir de 60 ans. La limite d'âge est abaissée en cas d'inaptitude médicale prononcée par le médecin traitant ;

2° Personnes handicapées, reconnues comme telles et âgées de plus de dix-huit ans ;

3° Autres personnes dont l'état de santé nécessite une aide matérielle pour rester à domicile, notamment à la suite d'une hospitalisation.

Les repas commandés peuvent être portés à domicile si la demande est faite au moment de l'inscription.

Tous les convives souhaitant avoir accès à la restauration doivent remplir les formalités d'inscription à la Direction de la Régie scolaire. Ils s'acquittent du prix des repas consommés au tarif journalier et une facture reprenant le détail des consommations leur est adressé mensuellement.

ADHESION ET APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Article 13.-
Les usagers prendront connaissance du présent règlement, et devront retourner à la Direction du Pôle Enfance et Education le talon de réponse dument complété et signé.

L'inscription au service de restauration scolaire vaut approbation de ce règlement qui est tenu à la disposition des parents et des convives lors de l'inscription et sur le site Internet de la ville.

Il est souhaitable que le présent règlement soit partagé en famille pour sa compréhension et une bonne adhésion.

Article 14.-
Ce règlement est évolutif ; il est susceptible d'être modifié par décision du conseil municipal afin d'intégrer les ajustements et évolutions qui se révéleraient nécessaires.